



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 05/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NOVAWOOD

34 Rue Gilbert Bize
54410 Laneuveville-Devant-Nancy

Références : -
Code AIOT : 0003012003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement NOVAWOOD implanté chemin du Vaquené 54410 Laneuveville-devant-Nancy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVAWOOD
- chemin du Vaquené 54410 Laneuveville-devant-Nancy
- Code AIOT : 0003012003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVAWOOD est autorisée par arrêté préfectoral n°20170094 du 8 mars 2018 modifié à exploiter une centrale de cogénération co-incinérant des déchets de bois non dangereux et dangereux (bois créosoté) sur le territoire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY. La puissance thermique des installations de combustion du site est supérieure à 20 MW. À ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Programme métrologique pour la détermination des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 60 Règlement 2018/2066	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plan d'échantillonnage	Règlement européen du 19/12/2018, article 33 plan d'échantillonnage Règlement 2018/2066	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détermination des données d'activité des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité Règlement MRR 2018/2066	Sans objet
3	Fréquence des analyses des facteurs de calcul	Règlement européen du 19/12/2018, article 35 Fréquence des analyses Règlement MRR 2018/2066	Sans objet
5	mesure de la chaleur mesurable exportée	Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4 Système de contrôle Règlement 2019/331	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre un rapport de métrologie conforme, de moins d'un an portant sur les deux compteurs de gaz principaux à l'entrée du site. D'autre part, il devra faire apparaître dans son plan de surveillance et dans une procédure, la méthode utilisée pour constituer les échantillons transmis au laboratoire d'analyse pour déterminer la fraction biogénique de la biomasse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme métrologique pour la détermination des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 60 Règlement 2018/2066

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
Prescription contrôlée : Article 60 Assurance de la qualité 1. Aux fins de l'article 59, paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que l'ensemble de l'équipement de mesure utilisé est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant son utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, conformément aux exigences du présent règlement et proportionnellement aux risques mis en évidence. (...)
Constats : Dans le cadre de sa déclaration des émissions, l'exploitant doit déclarer les quantités de gaz consommées par l'installation. Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué que ces quantités sont déterminées au moyen de deux compteurs gaz. L'exploitant achète le gaz à l'installation voisine Novacarb et ces compteurs sont utilisés dans le cadre de transactions commerciales. Ils sont donc soumis à métrologie légale conformément à la réglementation et sont sous la responsabilité de l'exploitant. Sur site, il a été constaté que des macarons de contrôles métrologiques valides jusqu'en décembre 2025 étaient présents sur les deux compteurs gaz. L'exploitant doit également déclarer les quantités de biomasse consommées par l'installation. Cette biomasse est livrée par camions qui transitent par Novacarb. La pesée des camions s'effectue au moyen de deux ponts-basculés appartenant à Novacarb. Ces pesées servent à la facturation de la biomasse. Les deux ponts-basculés sont donc soumis à métrologie légale. L'exploitant a présenté lors de l'inspection deux rapports de vérification métrologique conformes datant de juin 2024. Ces contrôles doivent être effectués tous les ans. À la date de l'inspection, l'échéance est échu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre les rapports de contrôles métrologiques des ponts-basculés effectués en 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Détermination des données d'activité des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité Règlement MRR 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes: a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions; b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks. 2. Aux fins du paragraphe 1, point b), la quantité de combustible ou de matière transformée au cours de la période de déclaration est calculée en déduisant de la quantité de combustible ou de

<p>matière reçue au cours de la période de déclaration la quantité de combustible ou de matière sortie de l'installation, et en y ajoutant la quantité de combustible ou de matière en stock au début de la période de déclaration, moins la quantité de combustible ou de matière en stock à la fin de la période de déclaration.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point précédent, les quantités de biomasse consommées dans l'année sont déterminées à partir des quantités livrées. L'exploitant a expliqué qu'il ne prenait pas en compte les quantités stockées dans les silos. La capacité de stockage des silos permet à l'installation de fonctionner au maximum pendant trois jours. Leur capacité maximale correspond à moins de 50 t CO₂, soit 0,1 % des émissions déclarées pour l'année 2024. L'exploitant déclare les émissions liées à l'intégralité de la biomasse livrée dans l'année et donc celles liées aux quantités en réalité stockées dans les silos. L'exploitant déclare émettre au maximum l'équivalent de 3 jours de fonctionnement en avance par rapport à l'année suivante. Ce décalage généré est minime par rapport aux consommations annuelles.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Fréquence des analyses des facteurs de calcul

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 35 Fréquence des analyses Règlement MRR 2018/2066</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour calculer les émissions liées à la combustion de la biomasse l'exploitant utilise des facteurs de calcul par défaut pour convertir les quantités de biomasse en tonnes de CO₂. Ces facteurs par défaut sont applicables à des tonnes de matières sèches. L'exploitant réalise des mesures d'humidité en interne dans le cadre du contrôle de la qualité de ces combustibles. Les résultats lui permettent de ramener le tonnage de biomasse humide à celui de biomasse sèche. Il peut ensuite appliquer les facteurs par défaut aux quantités calculées équivalentes de matières sèches. L'exploitant a expliqué que ces analyses étaient effectuées à partir d'échantillons prélevés sur toutes les livraisons. Il a présenté une procédure servant à décrire les opérations à réaliser pour effectuer ces analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan d'échantillonnage

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 33 plan d'échantillonnage Règlement 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
Prescription contrôlée : <p>Lorsque les facteurs de calcul sont déterminés au moyen d'analyses, l'exploitant, pour chaque combustible ou matière, soumet à l'approbation de l'autorité compétente un plan d'échantillonnage, sous la forme d'une procédure écrite, qui précise les modalités de préparation des échantillons, et en particulier les responsabilités, ainsi que les lieux, les fréquences de prélèvement, les quantités à prélever et les méthodes de stockage et de transport des échantillons.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les échantillons prélevés soient représentatifs du lot ou de la période de livraison concernés et exempts de biais. Les principaux éléments du plan d'échantillonnage sont convenus avec le laboratoire réalisant les analyses du combustible ou de la matière en question, et la preuve de cet accord figure dans le plan. L'exploitant met le plan à disposition aux fins de la vérification au titre du règlement d'exécution (UE) 2018/2067.</p>
Constats : <p>Les échantillons quotidiens servent ensuite à constituer des échantillons mensuels qui sont eux envoyés à un laboratoire d'analyse. Les émissions liées au carbone d'origine biogénique contenu dans la biomasse sont considérées comme nulles dans le cadre du système d'échanges de quotas d'émissions (SEQE). Les analyses du laboratoire permettent de déterminer la fraction de carbone biogénique contenue et d'en déduire les émissions associées.</p> <p>L'exploitant a transmis les trois derniers rapports d'analyse. Aucune analyse n'a été effectuée sur l'un des deux flux de biomasse au mois de mai, aucune livraison de ce type de biomasse n'ayant été effectuée courant du mois.</p> <p>La constitution des échantillons mensuels n'est pas décrite dans la procédure présentée ni dans le plan de surveillance. Ce document sert à décrire les méthodes utilisées pour réaliser les déclarations annuelles des émissions. L'exploitant a expliqué que les échantillons journaliers sont stockés pendant une durée de 3 mois. La présence d'un stockage d'échantillon de biomasse a pu être constatée sur site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra mettre à jour sa procédure et compléter son plan de surveillance pour décrire la méthode de constitution des échantillons mensuels de biomasse pour les analyses de carbone biogénique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : mesure de la chaleur mesurable exportée

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4 Système de contrôle Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

Prescription contrôlée :

4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.

Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.

Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.

Constats :

L'installation produit de la vapeur qui est intégralement fournie à l'installation voisine Novacarb. Cette vapeur est déclarée par Novacarb dans le cadre de ses déclarations de niveaux d'activité. Cette vapeur leur donne droit à l'allocation de quotas gratuits. Elle est comptabilisée au moyen de deux compteurs d'énergie thermique sous la responsabilité de Novawood.

L'exploitant a déclaré que conformément à la réglementation, des contrôles métrologiques annuels sont réalisés. In situ, la présence de deux compteurs d'énergie thermique a été constatée. Pendant l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de contrôles métrologiques des deux compteurs.

Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite